

Les Rencontres d'Occitanie

GROUPE LA DÉPÊCHE DU MIDI



Les Rencontres d'Occitanie sont un cycle de conférences-débats lancé en 2017 par le Groupe La Dépêche du Midi. Chaque mois, des personnalités de premier plan viennent enrichir la réflexion des décideurs locaux sur des thèmes majeurs pour l'avenir de notre Région (recherche, éducation, culture, innovation, export, environnement, tourisme, aéronautique). Ces rencontres se placent au cœur des défis que doit relever l'Occitanie et souhaitent accompagner l'appréhension d'un monde en constante mutation.

24^{ème} édition

« L'Europe et ses enjeux en Occitanie »

Jeudi 23 mai 2019

Bernard CAZENEUVE
Ancien Premier Ministre



Bernard Cazeneuve, fait ses premiers pas en politique comme responsable de la Fédération du mouvement des Jeunes radicaux de gauche de Gironde en 1983.

En 1994, il devient Conseiller Général de la Manche puis Maire d'Octeville et de Cherbourg et Député sous l'étiquette socialiste. Le grand public le découvre véritablement en 2012 lorsqu'il entre dans le premier gouvernement de François Hollande aux Affaires Européennes. Gouvernement, au sein duquel il occupa successivement les postes de Ministre délégué au Budget, puis Ministre de l'Intérieur et enfin celui de Premier Ministre.

Revenu à la vie civile comme avocat, son premier métier, il publie en 2018 son livre "Chaque jour compte, 150 jours sous tension à Matignon", un journal de bord qui nous permet de mieux comprendre son engagement et l'action au sommet de l'État.

En 2018, Bernard Cazeneuve assure un cours à Sciences Po Paris, aux étudiants en master spécialité sécurité et défense de l'école d'affaires publiques.

**12³
567** Chiffres clés

427 millions

C'est pratiquement le nombre d'Européens en âge de participer au scrutin qui ont été appelés aux urnes pour élire les 751 membres du Parlement européen pour les cinq prochaines années.

50,12 %

C'est le pourcentage de votants lors du scrutin du 26 mai. Même si seulement un électeur français sur deux a voté, c'est le plus fort taux de participation depuis les élections de 1994. Ce constat n'est pas seulement national : 20 des 28 pays membres de l'Union ont vu leur électorat se mobiliser davantage pour cette élection européenne 2019.

**5 élus
en Occitanie**

Élections européennes : qui sont les cinq élus de la région Occitanie ? *

Retrouvez également tous les résultats en Occitanie sur le site de la Dépêche du Midi. **

[*Les élus d'Occitanie](#)

[**Résultats Occitanie](#)

Compte-rendu

L'ex-Premier ministre était l'invité des Rencontres d'Occitanie au siège de Midi Libre à Saint-Jean-de-Védas, ce jeudi 23 mai. Invité des Rencontres d'Occitanie (à l'initiative de Marie-France Marchand-Baylet, présidente de la Fondation Groupe Dépêche) qui se sont déroulées ce jeudi au siège de Midi Libre, à Saint-Jean-de-Védas dans l'Hérault, l'ex-Premier ministre Bernard Cazeneuve, s'est prêté à l'exercice des questions-réponses tant en observateur avisé qu'en politique madré.

[Lire la suite de l'article](#)



QUESTIONS / TÉMOIGNAGES

Monsieur le Premier Ministre, je vous remercie tout d'abord pour les mots de politique apaisés que vous avez formulés. Cela fait du bien à entendre.

Vous avez évoqué l'harmonisation des politiques sociales européennes qui seraient souhaitables. Toutefois aujourd'hui, l'Europe n'avance pas avec une stratégie économique et industrielle commune.

Sur l'énergie par exemple, entre la France et l'Allemagne il y a de grosses divergences : vous avez été un défenseur de la filière du nucléaire, à présent il y a des distorsions de concurrence entre nos industries parce que l'énergie coûte très cher en Allemagne et l'on peut donc se réjouir de certains choix qui ont été opérés en France. On voit clairement qu'il manque une cohérence, une cohésion, une stratégie industrielle commune, qu'il n'y a jamais eu de dessein. Quel est votre avis ?



Richard JARRY, Président-fondateur du ALBATROS INGENIERIE Services, Président du Réseau d'Affaires Franco-Allemand - RAFAL et de l'Association ALLEMAGNE OCCITANIE - L'EUROPE AU COEUR

Bernard CAZENEUVE : C'est très vrai ! Et c'est l'un des enjeux fondamentaux y compris si l'on veut réussir à la fois la structuration de filières industrielles puissantes en Europe et la transition écologique. Vous avez pris un très bon exemple qui est celui de la politique énergétique.

Je n'ai jamais été un défenseur du nucléaire, certains de mes détracteurs veulent me faire passer pour un nucléocrate obsessionnel, j'ai simplement dit que nous ne pouvions pas obtenir les objectifs en matière de climat en sortant unilatéralement et brutalement du nucléaire, comme le suggérait un certain nombre d'acteurs politiques français. Parce que l'on a vu précisément qu'en décidant d'en sortir brutalement comme en Allemagne, qui avait une part de nucléaire dans son mix énergétique bien inférieur à celui de la France, que l'on avait mécaniquement une substitution d'énergies fortement émettrices de gaz à effet de serre à une énergie qui ne l'est pas comme le nucléaire, mais présente d'autres inconvénients.

Par conséquent, il fallait s'engager dans une politique très volontariste de diversification au niveau énergétique, permettant de diminuer sensiblement la part du nucléaire dans le mix énergétique français de manière à avoir : et de l'autonomie énergétique, et une diminution des émissions de CO2, et une filière renouvelable puissante et organisée en France.

Le fait que les allemands aient pris cette décision unilatérale, sans que nous ayons discuté avec eux des choix de politiques énergétiques que nous pouvions faire ensemble France-Allemagne, pour tenter d'essaimer partout ailleurs en Europe, a eu beaucoup de conséquences sur la dégradation du climat (on voit en Pologne et en Allemagne encore beaucoup de centrales, y compris à charbon, qui émettent énormément de particules et contribuent à réchauffer la planète) et d'autre part nous a empêché de pratiquer des politiques communes alors qu'il y avait des partenariats et des synergies possibles sur le renouvelable, y compris entre Siemens et Alstom... et cela s'est terminé par le rachat d'Alstom par General Electric et une politique sur le renouvelable très dégradée.

Pour moi, c'est l'un des enjeux fondamentaux de la construction européenne, et je préfère que l'on s'occupe de ces sujets plutôt que de préconiser toujours de nouveaux traités d'intégration sans issue.

Que fait-on par exemple, pour créer les conditions d'un abondement du Plan Juncker très significative pour faire du transfert de technologies, des clusters européens, des pôles de compétitivité, des politiques industrielles dans les domaines où nous sommes excellents nous permettant à la fois de faire des regroupements sans traumatisme social, disposer de plateformes communes d'innovation technologique... Tout cela y compris dans des domaines où beaucoup est à faire, où tout se joue, et je pense à la question de l'intelligence artificielle, où nous avons des géants chinois et américains qui sont dans le domaine du BtoC, mais où nous avons beaucoup à faire en BtoB, dans des secteurs où des industries de pointe comme Thalès peuvent faire des choses absolument excellentes (notamment dans le domaine des technologies dites quantiques) pour faire en sorte que nous ayons des possibilités de développement qui nous placent en pole position au plan mondial.

Si nous ne faisons pas cela, si l'Europe n'a pas une politique industrielle autour de filières d'innovations technologiques, de financement des filières d'excellence, de formation des jeunes autour de ces filières... face à la compétition internationale, car il faut parler du contexte mondial : d'unilatéralisme américain, d'une politique en Turquie qui a complètement changé, d'un expansionnisme chinois dont on ne mesure pas encore les conséquences si l'on n'utilise pas l'Europe pour rééquilibrer notre politique commerciale, d'une Russie dont on a vu la propension à déstabiliser les démocraties dans leurs principes et au moment de leurs élections, avec des procédés qui sont ce qu'ils sont...

Donc, on peut continuer à dire que tout cela n'est pas grave, et que l'Europe peut continuer à n'être rien, et enfin nous disparaîtrons sur tous les plans, totalement.

Alors oui, pour toutes ces raisons, il faut une politique industrielle commune, par-delà les raisons qui tiennent à l'état de nos industries elles-mêmes.

Monsieur le Premier Ministre, je m'associe aux propos de Monsieur Jarry pour vous remercier pour la qualité de vos mots.

Une question qui concerne l'Afrique : on est à l'aube d'une explosion démographique avec bientôt 2 milliards d'individus en Afrique, avec à la fois une grande explosion de la croissance économique mais aussi des lignes de fractures de plus en plus importante avec une grande pauvreté et une démocratie qui reste à réaffirmer dans plusieurs pays. Quel est le rôle de l'Europe dans cet avenir de l'Afrique ?



Alexandre BOSQUE-OLIVA, Directeur du Développement, MBS - MONTPELLIER BUSINESS SCHOOL

Bernard CAZENEUVE : Question fondamentale. Stratégie, essentielle.

Nous parlons tout à l'heure du développement durable, de la croissance écologique... il y a un siècle et demi, il y avait 1 milliard d'habitants sur la planète ; nous serons bientôt à 8 milliards. La croissance démographique est exponentielle en Afrique. Je vous disais que 60 milliards de ressources non renouvelables sont prélevées sur la planète chaque année. Une

grande partie de ces ressources sont prélevées sur les pays africains, sans aucun retour des revenus issus de ces ressources pour les populations locales. Si je parle du développement durable en évoquant que 75% des ressources en eau vont à l'agriculture intensive, c'est également le cas en Afrique, pour un certain nombre de territoires. Si l'on arrivait à créer les conditions d'une agriculture moins consommatrice d'eau, les femmes seraient moins monopolisées par le fait d'aller chercher l'eau pour les exploitations, pour avoir accès à l'éducation et nous aurions par conséquent un autre modèle de développement en Afrique.

Tout cela est lié. Ce qui est intéressant, c'est que la globalisation, ce n'est pas simplement une globalisation planétaire, c'est une globalisation de tous les enjeux quels que soient les territoires que l'on a à traiter, qui sont tous liés les uns aux autres : vous partez de l'écologie, de la ressource en eau, vous arrivez à la situation des femmes africaines, à la difficulté qu'il y a de les scolariser dès le plus jeune âge, du fait de la dépendance alimentaire qui les monopolise, et vous êtes dans une problématique globale extrêmement intéressante parce qu'elle renvoie à un sujet fondamental qui est celui de l'humanisme. On parle beaucoup de transhumanisme, du fait de l'émergence de l'intelligence artificielle. C'est un vrai sujet, mais il n'a d'intérêt que pour autant qu'il nous renvoie à une interrogation fondamentale, ontologique et philosophique sur ce qu'est l'humanisme. L'Afrique, c'est considérable comme enjeu, pour des raisons écologiques, démographiques, pour des raisons qui tiennent au détournement de l'argent dégagé de l'exploitation des richesses par une minorité corrompue, pour des raisons qui tiennent aussi qu'en certaines zones de l'Afrique sont concentrées une grande partie des organisations criminelles internationales dans une confusion des actions et enjeux qui posent des problèmes de sécurité fondamentaux.

Dans la bande sahélienne, dans les pays du G5 Sahel (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad), vous avez toutes les organisations de la traite des êtres humains. On oublie que derrière chaque migrant, il y a parfois des organisations criminelles qui vont jusqu'à prélever 15 à 20 000 euros sur des gens qui n'ont rien pour les mettre sur des bateaux, où ils finiront noyés... ces organisations criminelles sont en lien avec des organisations terroristes, elles les financent aussi avec d'autres trafics (drogues, cigarettes, etc.) et tout cela circule dans la bande sahélienne où le contrôle des frontières entre les pays est très faible, où la lutte contre la fraude est pratiquement nulle, où les moyens technologiques mobiles utilisés pour maîtriser l'activité de ces organisations sont quasiment inexistantes. Donc, si l'on veut avoir une vraie politique migratoire, il faut aussi être capables de dire que nous devons développer des coopérations puissantes dans la bande sahélienne pour lutter contre ces organisations criminelles internationales, aider ces pays à maîtriser leurs frontières, démanteler par des activités de police, de sécurité, de renseignement ces secteurs.

En parlant Afrique, nous sommes sur des enjeux sécuritaires, des enjeux démographiques, des enjeux environnementaux, enjeux de lutte contre la corruption... Il y a là un territoire qui mérite une coopération européenne très puissante. Il n'y a pas de politique de projection d'une ambition européenne vers l'Afrique, dans le cadre d'une coopération équilibrée. En même temps qu'il n'y a pas cela, vous avez une puissance des intérêts chinois en Afrique, qui va jusqu'à racheter des pans entiers de l'économie de certains pays. Il s'agit bien en Afrique d'un enjeu considérable pour l'Europe.

D'ailleurs thème très absent de la campagne. Les principaux sujets européens sont absents de cette campagne et ceux qui sont comptables de cette absence, puisqu'ils devraient en parler, ceux-là se lamentent du fait que les français n'iront pas voter, pas voter pour eux. Il y a une raison tout de même...

Vous voyez en une heure combien de sujets dont on a fait le tour. Vous auriez mis ces sujets au cœur de la campagne des élections européennes, non pas avec la volonté de régler des comptes de politique intérieure, ou d'en tirer bénéfice toujours en politique intérieure, mais simplement avec la volonté d'être honnêtement comptable devant les français de ce que sont les vrais enjeux, le résultat aurait été là. En termes de mobilisation des français et en termes de score pour ceux qui auraient porté cette parole.

Olivier BISCAYE, Rédacteur en chef, MIDI LIBRE : C'est aussi pour cela, et je le rappelle, que nous avons lancé en septembre dernier une page Europe hebdomadaire, initiative assez rare dans la presse quotidienne régionale, comme les nombreux débats, rencontres et forums organisés ces derniers mois.

Bernard CAZENEUVE : Je l'ai vu et vous félicite, c'est une excellente initiative.



Monsieur le Premier Ministre, vous avez évoqué le périmètre de l'Europe et aussi la Turquie, qui appartient au Conseil de l'Europe et a donc ratifié la [Convention Européenne des Droits de l'Homme](#). Or, nous savons journalistes, avocats, intellectuels que les droits de l'Homme en Turquie sont inexistantes, bafoués, piétinés et que les personnages, personnes, acteurs qui veulent porter la parole des droits de l'Homme, de l'information, de la défense sont raflés, incarcérés et ne sont pas vraiment jugés. Que pensez-vous du « tocage » de la Turquie à la porte de l'Europe ?

Michèle TISSEYRE, Avocate, Ancien Bâtonnier de l'ordre des avocats de Montpellier, Membre du CONSEIL NATIONAL DES BARREAUX, Présidente du club d'entreprises FACE HÉRAULT et Membre du Comité d'Excellence de la FONDATION GROUPE DÉPÊCHE

Bernard CAZENEUVE : *Je pense que pour toutes les raisons que vous venez d'indiquer, il n'y a pas de possibilité pour la Turquie d'entrer dans l'Union Européenne, en l'état actuel des choses.*

Je suis personnellement très préoccupé de ce qui est de la situation des droits de l'Homme en Turquie et de ce qui est de la politique de la Turquie, pas simplement à l'égard de l'Union Européenne.

Et je dois dire que je partage totalement ce qu'a été l'expression du Président de la République française sur ces sujets au cours des derniers mois. Il a eu des paroles sur la Turquie qui étaient fortes et qui faisaient sens, comme son prédécesseur d'ailleurs, qui n'a jamais été sur ce sujet dans la moindre ambiguïté. Il est bon aussi que sur la politique française, et la politique extérieure notamment, il y ait des éléments de continuité qui permettent de rappeler ce que fondamentalement nous sommes. Et je pense que l'on ne peut pas aujourd'hui, compte-tenu de ce qu'est l'évolution du régime turc, envisager une minute qu'il puisse y avoir, aussi longtemps qu'il se comportera comme il se comporte, une perspective européenne pour la Turquie.

Vous avez indiqué dans les différentes interventions que nous avons en France un peuple qui n'avait plus confiance en l'avenir, une société qui était très fracturée et un climat qui était très anxigène. Donc, nous devons faire passer un message et donner confiance en l'avenir à notre jeunesse. Ma question est double par rapport à notre jeunesse : que doit-on faire en France de plus par rapport à la question de l'égalité des chances, à la question d'accéder pour des jeunes issus de milieux modestes à de hautes études ; que devons-nous porter comme message sur l'accès aux savoirs de façon beaucoup plus universelle et comment l'Europe peut également le relayer ?

Et puis, deuxième aspect quant à la jeunesse, nous avons vu la formidable mobilisation sur les questions écologiques. Nous avons, je pense, aussi manqué, vous l'avez dit mais c'est peut-être encore à développer, d'avoir un vrai projet européen par rapport à la transition écologique et énergétique et qu'à travers ce message d'une vraie mobilisation au niveau du projet européen, on peut aussi redonner confiance à la jeunesse sur un avenir partagé et de confiance.

Carole DELGA, Présidente de la RÉGION OCCITANIE

Bernard CAZENEUVE : *La question de la jeunesse est une question fondamentale parce qu'aussi souvent qu'on la désespère, c'est le pays qu'on affaiblit. Et aussi souvent qu'on ne lui offre pas de débouchés politiques, au sens noble du terme, dans lesquels elle puisse s'engager en faisant vivre une espérance, on contribue à la radicalisation, la confrontation.*

Or, la jeunesse a une énergie qui est celle de l'espérance et si cette énergie de l'espérance ne trouve à aucun moment une opportunité de s'incarner dans des rêves susceptibles de se transformer en projets, alors la désespérance que l'on engage dans les plus jeunes générations, qu'on instille dans les plus jeunes, peut poser des problèmes de société et de cohésion sociale, des problèmes majeurs de vivre ensemble.

Le premier sujet sur lequel la jeunesse s'est fortement mobilisée, vous l'avez dit Madame la Présidente, est la question de l'avenir de la planète. Contrairement à nous, notre génération, où même les générations qui nous séparent des plus jeunes. Nous n'avons jamais eu à nous interroger sur le fait de savoir si nos enfants pourront continuer à vivre. Nous nous sommes souvent interrogés sur le fait de savoir s'ils pourraient vivre mieux matériellement que nous ne vivions nous-mêmes, si leurs vies pourraient être meilleures que celles que nous avons vécues, mais jamais nous ne nous sommes posé la question de simplement savoir s'ils pourraient vivre.

Or, je suis très frappé du fait que la génération nouvelle, qui arrive, est une génération qui est obsédée par cela. Mes enfants ont entre 20 et 23 ans, ils ne changent pas leurs téléphones portables aussi longtemps qu'il s'est éteint, l'obsolescence programmée est une idée haïssable pour eux, et ils savent très bien que tous les composants de ces téléphones sont principalement des terres rares, leurs téléphones ressemblent à tout sauf à des téléphones d'antan, mais ils les gardent. Quand ils vont faire les courses pour le compte de leurs parents, ils reviennent avec des emballages biodégradables, n'achètent pas les produits demandés du fait de leur conditionnement, ils regardent quand ils partent en vacances comment faire pour éviter de prendre l'avion trop souvent, etc. Autant de préoccupations que nous n'avons pas du tout. Il nous faut bien comprendre, nous, qui n'appartenons pas à cette génération, que la génération nouvelle est en grande partie composée de jeunes qui n'entendent pas du tout vivre comme nous avons vécu nous-même, ça, je le crois vraiment. Et si nous n'avons pas pris la mesure de cela, nous n'avons pas pris la mesure d'un phénomène de société très important qui est en train de se passer, de se dérouler sous nos yeux, qui va changer complètement notre manière de vivre.



La deuxième chose qui est dans votre question et qui me paraît fondamentale, c'est le rôle de l'éducation. Et là, je voudrais aussi vous interroger dans la salle, j'évoquais tout à l'heure mon histoire personnelle : je suis un fils d'instituteur de la Laïque. C'est quelqu'un à l'époque, ce n'est plus le cas maintenant, avait sa blouse blanche ou bleue avec de la craie partout, qui ne supportait pas qu'un enfant n'est respecté son programme de la semaine et qui lorsqu'il constatait que des élèves dans la classe n'étaient pas au niveau qu'il escompté, les prenaient le weekend à la maison pour être sûr qu'ils auraient le niveau, en mettant ses propres enfants autour de la table, parce que dans l'école de la République, je m'en souviens, j'étais un élève de mon père, il y avait des élèves issus de toutes les religions, de toutes les classes sociales et que la grande fierté de l'instituteur était d'avoir tout le monde autour de la table pour faire à la fin les citoyens libres. On entrait dans l'école en ayant laissé aux portes de l'école toutes ses convictions et toutes ses croyances, parce que l'école était une école dans laquelle on apprenait des choses fondamentales qui permettaient ensuite de retrouver ses croyances à condition que l'on ait exercé son libre arbitre. On donnait à chaque individu la possibilité son libre arbitre de telle sorte que chaque citoyen soit un citoyen libre. Je ne vois aucune raison que cela ne soit plus possible aujourd'hui. Et je ne vois aucune raison de ne pas réussir dans un contexte où le religieux fait un tel retour, parfois dans le fanatisme où il y a des haines, dont on voit à quel point elles peuvent conduire à la violence extrême, traumatisantes pour le pays. Pourquoi est-ce que nous ne parviendrions pas à faire en sorte que l'école redevienne ce creuset qui fabrique des citoyens libres autour de valeurs absolument fondamentales comme la valeur de la laïcité. Tout ce que je vous dis sur la transition énergétique, l'Europe de demain, l'intelligence artificielle, tout cela n'a de sens que pour autant qu'il y a un socle de valeurs qui renvoie à ce qui est fondamentalement la République depuis des siècles, pour qu'il y ait un cadre global qui permette à nos jeunes d'être très libres.

Je pense donc environnement, ensuite l'école, l'éducation. Il y a beaucoup de choses à repenser sur ce sujet : dans la relation avec les nouvelles technologies, le savoir, la laïcité, le libre, etc. Et puis troisièmement, l'engagement. Nous sommes en train de parler du [Service National Universel - SNU](#), service citoyen auquel le Président de la République tient beaucoup, mais il faut faire attention parce qu'il ne faut que l'on incite les jeunes à s'engager en leur donnant le sentiment ou leur faire le reproche de ne pas l'être assez, ils le sont beaucoup. Il vaudrait mieux les aider à s'engager davantage plutôt que de créer une structure supplémentaire. Aidons les jeunes à s'engager, faisons d'eux des citoyens libres, respectons-les !

Une petite parenthèse, qu'est ce qui caractérise la période où le populisme, c'est que dans un abaissement général de la pensée et de la parole publique, on parle à l'instinct des citoyens plutôt qu'à leur intelligence. C'est une faute morale et politique majeure. Parce qu'à chaque fois que vous parlez à l'instinct d'un peuple plutôt qu'à son intelligence vous ne le trompez pas, vous ruinez la confiance. Il s'éloigne, parfois dans des réactions compulsives qui le conduisent à émettre les votes qui sont les moins souhaitables dès lors que l'on est attaché à un certain nombre de principes et de valeurs. Donc je crois qu'il est aussi fondamental de nous adresser à la jeunesse en parlant à son intelligence, non pas pour la flatter ou lui être agréable, mais simplement en lui témoignant le respect que l'on doit avoir pour des citoyens que l'on considère comme éminemment responsables.

Monsieur le Premier Ministre, merci pour votre intervention. J'avais deux sujets que l'on a peu entendu au niveau de la campagne des élections européennes dont je souhaitais vous parler : la question de l'habitat, la dernière Une du Times était sur l'Afrique du Sud avec une photo montrant des bidonvilles et des villas, pratiquement la même photo a pu être faite ici à Montpellier, dans un quartier qui s'appelle Celleneuve où l'on retrouve villas côtoyant logements insalubres et bidonville. Quelle est la réponse que peut apporter l'Europe sur ce sujet ?

Sur la question de l'accès aux soins, en milieu rural, dans certains quartiers des villes, également la pénurie actuelle de médicaments, ainsi que l'envolée des prix de certains médicaments dont certains anti-infectieux ou anti-cancéreux à plus de 50 000 euros et qui posent en fait la question de la pérennité des systèmes de soins en Europe.

Cyril JAUME, Médecin généraliste dans le Gard, Délégué régional, MÉDECINS DU MONDE

Bernard CAZENEUVE : *Super la question de l'habitat, je pense qu'il y a beaucoup de sujets qui relèvent de la politique européenne et beaucoup de sujets de la politique nationale. Autant la filière de l'écoconstruction est une filière européenne, qui doit aussi conduire - je parle sous le contrôle de Carole Delga - des Régions à être capables d'aider des clusters, des entreprises à développer, et j'ai vu à Toulouse lors d'un Salon, beaucoup d'entreprises mobilisées sur ces questions...*

La politique de l'habitat doit conduire par des mesures fiscales et budgétaires nationales à aider la construction de logements dans les zones sous tensions. Cela implique qu'il y ait une continuité de cette politique dans le temps. J'ai été très frappé du fait que la politique du logement au cours des vingt dernières années a connu, en fonction des gouvernements



successifs, des politiques budgétaires et fiscales tellement erratiques, qui privent les acteurs du logement, les constructeurs, les collectivités locales de pouvoir s'inscrire dans la durée avec suffisamment de visibilité. Ensuite, les élus qui sont là savent très bien que lorsqu'on décide de prendre sur les APL et qu'après s'être rendu compte de l'injustice de cette mesure, on demande aux organismes bailleurs de payer le décalage... et que par conséquent, on demande aux organismes bailleurs pour ce faire de prélever sur leur fond de roulement destiné à faire de la construction, alors c'est la double peine. Parce que c'est ce qu'il s'est passé. Sur l'habitat, il y a aussi ce sujet.

L'habitat, ce n'est pas simplement une question de logements qu'on construit, c'est une question de pensée sur l'urbanisme. Là vraiment, je reviens sur la question environnementale. Si vous construisez du logement en coulant du béton, sans à aucun moment créer les conditions de la réimplantation des espèces de la biodiversité dans les villes, vous créez les conditions d'un règlement de la question de l'habitat mais dans une dégradation globale de ce qu'est le cadre de vie et les conditions de vie des habitants. Donc vous devez traiter ces sujets, désormais c'est fondamental, de façon absolument globale. Il ne s'agit plus simplement de mesures budgétaires et fiscales, c'est aussi une politique urbaine liée à ce que sont les préoccupations environnementales.

La question de la santé est une question qui est remontée comme numéro 1 dans le Grand Débat National. Je suis très frappé du fait que alors que cette question est apparue en tête des préoccupations des français, elle soit à ce point assez peu ressortie dans la conférence de presse du Président de la République, comme un sujet et je ne dis pas cela pour dire que le gouvernement ne fait rien en matière de politique de santé, mais simplement pour dire que cette préoccupation n'est pas verbalisée, ni prise en compte au niveau auquel elle a été placée.

C'est une question très difficile, il y a des spécialistes dans cette salle, anciens parlementaires, je pense à mon ami Jean-Paul Bacquet, qui connaissent bien ces sujets. L'expérience que j'en ai, résultant de mon passage au gouvernement et de mon expérience locale, c'est que l'on ne peut pas - et c'est très difficile à expliquer - avoir de bonne politique de santé publique si l'on n'a pas de plateaux techniques qui permettent de bien soigner les gens dans les territoires. Et généralement, ces plateaux techniques impliquent de modèles de coopération entre les établissements hospitaliers qui nécessitent des réformes de structure dans leur organisation. J'ai vu cela dans ma ville à Cherbourg : nous avons un hôpital à Cherbourg et vingt kilomètres plus loin, un hôpital à Valognes. Dans ces deux hôpitaux, il y avait deux blocs opératoires mais dans aucun des deux il y avait le nombre d'anesthésiste requis pour opérer. Si la décision n'avait pas été prise de concentrer le bloc opératoire à Cherbourg, de concentrer les anesthésistes à Cherbourg, pour que le plateau soit suffisant et attirer de nouveaux anesthésistes, il n'y aurait plus du tout de possibilité d'opérer ni à Valognes, ni à Cherbourg, on serait obligé d'aller à Caen. C'est toute la difficulté de la chose.

Par ailleurs, l'articulation entre la médecine hospitalière et la médecine de ville s'est fortement dégradée. C'est à dire que quand on ne pouvait plus aller aux urgences et demandait les permanences en médecine de ville, nous n'arrivions pas à les obtenir. Alors que, fut une époque, tu me disais Jean-Paul, où tu prenais ta voiture du matin au soir et tu faisais le tour du département... cela n'existe plus. Et les maisons de santé, dans les territoires, ne peuvent vivre que si elles ont une dimension multidisciplinaire. Tout cela implique donc beaucoup de volontés, mais dans le temps, pour arriver à régler ces problèmes de démographie médicale. Il y a aussi un problème, il faut dire de Numerus Clausus, qui n'est pas une décision prise par l'actuel gouvernement, mais en 1990 et qui a des effets plusieurs décennies après. Il faudra le relever dans certaines disciplines.



Dernière question, on vote ce dimanche en France et on vote aussi à Barcelone, pour les municipales. Manuel Valls a été Premier ministre, Ministre de l'intérieur, comme vous, qui a été aussi élu local. Il revient à la politique par un autre biais, en tout cas, il souhaite être Maire de Barcelone ce dimanche. Quel regard vous portez sur cette candidature et cette initiative assez unique en France de se présenter candidat à une élection dans un autre pays ?

Olivier BISCAYE, Rédacteur en chef, MIDI LIBRE

Bernard CAZENEUVE : Il est déjà très difficile de commenter la politique française, si vous me demandez en même temps de commenter aussi la politique espagnole et barcelonaise... Moi, je souhaite, bien entendu à titre personnel, à Manuel Valls de réussir son entreprise. Quant à la nature de l'entreprise dans laquelle il s'est engagé, c'est une affaire qui relève d'une relation de lui-même avec lui-même.

À titre amical, je ne peux lui souhaiter autre chose que de réussir son pari, pour le reste je n'ai aucun commentaire à faire sur les choix personnels de chacun, au regard de ce que chacun estime être son destin. Et vous comprendrez bien qu'ayant travaillé avec lui, je ne peux lui souhaiter autre chose que le meilleur.

CONCLUSION DES DÉBATS

Les pistes de réflexion de Bernard CAZENEUVE :

- ✓ CONSTRUIRE UNE POLITIQUE INDUSTRIELLE EUROPÉENNE
- ✓ ÉDIFIER UNE POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE CONVERGENTE EN EUROPE
- ✓ REBÂTIR UNE ÉCOLE DE LA RÉPUBLIQUE
- ✓ PARLER À L'INTELLIGENCE DES CITOYENS POUR CONTRER LES POPULISMES
- ✓ PENSER GLOBALEMENT LES ENJEUX QUELS QUE SOIENT LES TERRITOIRES

Revivez la conférence / débat




Retrouvez l'interview de Bernard CAZENEUVE



POUR TOUTE INFORMATION :
contact@rencontres-occitanie.fr
Tel : 05 62 11 95 96



Leila Bijaoui-Rouch
Chargée de mission auprès de la Présidence
Les Rencontres d'Occitanie
 @rencontres_oc

www.rencontres-occitanie.fr



EN PARTENARIAT AVEC :



Crédit Photos : Jean-Michel MART

©2019 Les Rencontres d'Occitanie

Si vous ne souhaitez plus recevoir de Newsletter des Rencontres d'Occitanie, [suivez ce lien](#)